



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Objet du marché

MARCHE de PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Mission De Coordination en matière de Sécurité Et de Protection de la Santé

Opération PARAMED

Pouvoir Adjudicateur

Université Aix-Marseille
58, boulevard Charles Livon 13284 MARSEILLE CEDEX 07

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président de l'Université Aix Marseille

Comptable assignataire des paiements

Madame l'agent comptable de l'Université Aix Marseille

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE DU CCTP

PREAMBULE	3
1 ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - ALLOTISSEMENT	4
2 DURÉE DU MARCHÉ - DEMARRAGE DES PRESTATIONS.....	4
3 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
5 ÉTENDUE DES PRESTATIONS	5
6 OBLIGATION GÉNÉRALE DU TITULAIRE	9
7 VÉRIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS.....	10
8 PRIX	11
9 Modalités de règlement.....	11
10 PÉNALITÉS.....	14
11 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION	16
12 ARTICLE 13 : CO-TRAITANCE ET SOUS TRAITANCE	17
13 RÉSILIATION DU MARCHÉ	18
14 DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	18
15 DEROGATIONS AU CCAG-PI	19

Annexe :

☒ Annexe 1 : comprenant le Programme fonctionnel et la note de contexte

PREAMBULE

L'Université d'Aix-Marseille est désigné dans le présent marché sous l'appellation « Aix Marseille Université », « AMU », « administration » ou encore « pouvoir adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation « titulaire ».

Le marché est passé en application du Code de la commande publique du 01/04/2019.

Contexte général – Présentation du projet

Les marchés ont pour objet des prestations intellectuelles associées à l'opération de **Construction du bâtiment PARAMED**.

Les travaux se dérouleront sur le site universitaire du campus Nord de la Faculté de Médecine :
**51 Boulevard Dramard
13015 Marseille**

Le maître d'ouvrage est : **L'Université Aix-Marseille** (établissement public d'Etat).

Le service porteur de projet est la **Direction du Développement du Patrimoine Immobilier de l'Université (DDPI)**

Jardin du Pharo
58 Boulevard Charles Livon
13007 Marseille
Tél : 04 91 39 66 39 Fax : 04 91 39 66 04

L'opération consiste ainsi en la construction d'un nouveau bâtiment d'une surface utile de 8 000 m², exemplaire en termes énergétique et d'évolutivité, pour héberger les formations en sciences infirmières, en sciences de la réadaptation, en maïeutique, des locaux d'enseignement mutualisés et une clinique podologique. L'opération intègre également la création d'une passerelle d'accès entre le boulevard Pierre Dramard et le bâtiment G ainsi que la refonte de l'accessibilité piétonne depuis ce nouvel accès.

Le bâtiment abritera des espaces d'enseignement constitués principalement de salles de formation (TP ou salles banalisées). Les services administratifs et de formation seront eux aussi implantés dans ce bâtiment.

Les travaux ne devront pas impacter la vie du campus.

Montant estimatif des travaux : 20 000 000 € HT

Le principe des travaux projetés par le maître d'ouvrage est donné dans le carnet de plans A3 et le programme annexé au marché.

Délai de livraison des ouvrages

L'objectif de livraison des travaux de construction du bâtiment PARAMED est fin 2027.

Durée estimée des travaux (y compris période de préparation) :

Environ 2 années.

Allotissement des travaux :

Le maître d'ouvrage réalisera – à priori – cette opération par le recours à un marché en macro-lots.

Maître d'ouvrage :

Université Aix Marseille
58 Boulevard Charles Livon
13007 Marseille
Tél : 04 91 39 65 00 Fax : 04 91 31 31 36

Le service porteur de projet est :

Direction du Développement du Patrimoine Immobilier de l'Université
58 Boulevard Charles Livon
13007 Marseille
Tél : 04 91 39 66 87 Fax : 04 91 39 66 04

Référentiel achat NACRES : MISSIONS DE SECURITE, CSPS.

1 OBJET DU MARCHE - ALLOTISSEMENT

OBJET

Le présent marché a pour objet une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé associée à l'opération de **Construction du bâtiment PARAMED.**

ALLOTISSEMENT (articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique):

- ☐ Oui. Si oui, la consultation est décomposée comme indiqué ci-dessous.
- ☒ Non

Les prestations sont décrites dans le présent CCP.

2 DUREE DU MARCHE - DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Durée

- ☒ Il s'agit d'un **marché non reconductible.**

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de parfait achèvement de la dernière phase de travaux.

La durée indicative du marché est de **48 mois**, elle comprend la phase Etudes, la phase Travaux de construction.

Dispositions spécifiques concernant le démarrage des prestations :

- ☒ Dispositions spécifiques.
Si dispositions spécifiques, celles-ci sont décrites ci-après.

Démarrage des prestations :

L'exécution des prestations pourra débuter dès notification du marché.

Délais exécution : Les délais concernant la réalisation des prestations sont précisés dans le présent CCP.

Arrêt des prestations

Arrêt en fin de partie

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques indiquées à l'article 4.1 du présent CCP pour chaque lot.

Arrêt en cours de partie

Lorsque le maître d'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier en tout ou partie le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont énumérés par ordre décroissant d'importance, selon l'ordre de citation ci-dessous :

- 1) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles (dont annexe financière) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- 2) Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes n° 1 Programme Volet fonctionnel dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- 3) Le Cahier des clauses Administratives générales applicables aux marchés prestations intellectuelles CCAG-PI, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (référence arrêté du 16 septembre 2009 (JORF n°0240 du 16 octobre 2009)- Option : ☒ A
- 4) Les actes spéciaux de sous-traitance et avenants éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- 5) L'offre du titulaire.

Toute clause figurant sur la proposition du titulaire (fiche technique ou documentation générale) et contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'opération PARAMED se déroulera sur le site universitaire du Campus Nord de la faculté de médecine de Marseille:

**51 Boulevard Dramard
13015 Marseille**

5 ETENDUE DES PRESTATIONS

Règlementation : Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, et à ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer une prestation conforme à la réglementation en vigueur, aux règles de la profession et aux prescriptions du présent CCP.

En cas d'apparition de normes ou textes réglementaires postérieurs à ces derniers, et parus avant la date de remise des offres, le titulaire devra s'y conformer sans modification de prix.

Si pour une raison quelconque, le prestataire proposait une méthodologie ne se rattachant à aucune norme, seule la maîtrise d'ouvrage pourrait décider de leur utilisation.

Nature des prestations à réaliser

MISSION DE COORDINATION en matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTE

LOI 93-1418 du 31 décembre 1993 (EXTRAIT)

L'article 2 de la loi 93.1418 du 31/12/93 modifiant le Code du Travail introduit une :

Section 1 – Principes généraux de la prévention :

« **Art. L.325-1** – Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, **le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur** mentionnés à l'article L.235-4 doivent, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h du II de l'article L.230-2. »

EXTRAITS du II de l'ARTICLE L.230-2

- 3- Eviter les risques
- 4- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- 5- Combattre les risques à la source
- 6- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- 7- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- 8- Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- 9- Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage [...] »

Contenu de la mission SPS

Le coordonnateur SPS est la personne physique ou morale exigée par l'article L 235-4 du Code du Travail et sa mission s'effectue dans les **conditions** :

- **générales**, fixées par le Code du travail, telles qu'en vigueur au jour d'établissement de la présente proposition,
- **particulières**, fixées dans le présent marché,

Les ouvrages concernés sont tous ceux touchant au fonctionnement des zones à aménager ou à traiter selon le programme.

Par référence à l'article R.4532-1 du Code du Travail, il s'agit d'une opération de bâtiment

- ☒ De niveau 1,
- ☐ De niveau 2 avec risques particuliers,
- ☐ De niveau 3

Le classement sera à confirmer par le coordonnateur SPS au plus tard avec son avis sur APS ou APD.

Par référence aux articles R. 4532-25 et R. 4532-26 du Code du Travail, la mission du coordonnateur SPS porte :

- ☒ Sur la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet de l'ouvrage dite « PHASE ETUDES »
- ☒ Sur la phase de réalisation des travaux dite « PHASE TRAVAUX »

Les cases cochées définissent les choix faits par le maître d'ouvrage dans le cadre de ses attributions.

Le coordonnateur SPS assume toutes les prestations intellectuelles (y compris leurs concrétisations par documents écrits) exigées par le Code du Travail, en tenant compte des prescriptions de la présente proposition qui, en particulier, traite des éléments cités aux articles R. 4532-20, R. 4532-21 et R. 4532-22 du Code du Travail :

- les moyens, notamment financiers, que le maître d'ouvrage met à la disposition du coordonnateur SPS,
- l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur SPS par rapport à l'ensemble des autres intervenants dans l'opération (maître d'œuvre, entrepreneurs-employeurs ou travailleurs indépendants, etc...) et les modalités pratiques de coopération avec ces intervenants,
- les modalités de présence du coordonnateur SPS sur le chantier et participation aux réunions de chantier.

Intervention SPS et rendu par phase.

Phase	Éléments de mission	A prévoir (ad minima) par l'entreprise dans le cadre de sa mission
DIALOGUE - ETUDES	1. APS	Rédaction d'un rapport en fin d'APS Remise d'1 exemplaire papier et une version informatique (format Word et PDF)
	2. APD	Rédaction d'un rapport en fin de phase APD Remise d'1 exemplaire papier et une version informatique (format Word et PDF) prévoir 2 réunions pour cette mission.
	3. PRO	Rédaction d'un rapport sur PRO, Remise d'1 exemplaire papier et une version informatique (format Word et PDF) prévoir 2 réunions pour cette mission.
	4. PGCSPS	Etablissement du PGCSPS Remise d'1 exemplaire papier et une version informatique (format PDF)
TRAVAUX	5. Suivi des travaux	Comprend : - la visite d'inspection commune - les avis sur documents d'exécution transmis par le groupement - présence à la réunion de préparation de chantier, à 1 visite par semaine avec rapports puis à <u>1 réunion de chantier toutes les deux semaines</u>
	6. Réception des travaux	Etablissement du DIUO Remise d'1 exemplaire papier et une version informatique (format PDF)

Délais d'exécution

Les délais s'exprimeront en jours calendaires. Toutefois, si un délai se termine un samedi ou un dimanche, ou un jour férié, la fin du délai sera automatiquement reportée au lundi ou au jour ouvré suivant.

Si la réalisation d'un élément de mission du titulaire devait se faire pendant la période de fermeture de l'Université, celle-ci ne serait pas prise en compte dans le décompte des délais.

Délais de production des documents

Le coordonnateur SPS intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages. Les documents à produire par le titulaire dans les délais fixés par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Le tableau ci-après fixe les délais particuliers pour cette opération ainsi que leur point de départ :

Prestations	Délai	Point de départ du délai de production	Validation de la Maitrise d'Ouvrage
Rapport sur APS	2 semaines	Date de remise du dossier APS au CSPS	Remise du rapport APS attestée par un service fait de la DDPI
Rapport sur APD	2 semaines	Date de remise du dossier APD au CSPS	Remise du rapport APD attestée par un service fait de la DDPI
Rapport sur PRO	2 semaines	Date de remise du dossier Projet au coordonnateur SPS	Remise du rapport sur dossier Projet attestée par un service fait de la DDPI
PGCSPS	2 semaines	Date de remise du dossier Projet ou DCE au coordonnateur SPS	Remise du PGCSPS attestée par une décision de réception de la DDPI
Avis sur les documents fournis par les entreprises (en phase travaux de l'opération)	10 jours	Date de réception des documents par le Coordonnateur SPS	Remise des avis sur documents d'exécution attestée par un service fait de la DDPI
D.I.U.O complet	2 semaines	Date de la demande de la DDPI au coordonnateur SPS	Réception et validation du DIUO complet attestée par une décision de réception de la DDPI

L'intervention du coordinateur SPS s'achève à la date de la remise du DIUO, ou si des réserves ont été émises, à la date de la levée de la dernière réserve lorsque la reprise nécessite l'intervention d'au moins deux entreprises.

Variantes

Variantes : ☒ NON

Prestations similaires

OUI. Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de **services** ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titre du marché initial pourront être passés auprès du titulaire du marché (lot) concerné.

Conduite du projet

Le pouvoir adjudicateur met à la disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations demandées. Le titulaire organise, en outre, les entretiens, échanges et/ou demandes d'information nécessaires pour mener à bien les prestations qui lui sont confiées.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, question et réponse, ou toute autre communication dans le cadre du marché, se font par écrit, principalement sous forme d'un message électronique ou via l'outil de dématérialisation du profil acheteur « PLACE ».

Equipe mise en place par le titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre, pour le bon déroulement des prestations du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes (intervenants et interlocuteur unique), disposant de toutes les habilitations réglementaires relatives à la mission exercée et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence de son équipe, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit aussi mettre à la disposition d'AMU un **interlocuteur unique**. Ce correspondant permanent a pour mission de suivre le marché et de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Dans ce cadre, il apporte toute diligence à la résolution des dysfonctionnements des prestations. Il rend compte régulièrement et/ou à la demande d'AMU de la nécessaire coordination des prestations que seront amenées à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire. Cet interlocuteur est nommé au maximum dans les 10 jours suivant la notification du marché. Le titulaire indique à AMU la procédure à suivre en cas d'absence de celui-ci. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un remplaçant.

Changement d'intervenant dans l'équipe mise en place par le titulaire

L'équipe mise en place par le titulaire est obligatoirement celle décrite dans l'offre du titulaire.

Une personne de niveau équivalent ou supérieur peut être désignée en remplacement d'un des membres de l'équipe du titulaire, dans l'un des cas suivants :

- Sur demande du titulaire et après accord du maître d'ouvrage ;
- Sur demande expresse du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut refuser la personne proposée par le titulaire si elle ne possède pas un niveau au moins équivalent à celle décrite dans l'offre. Si le titulaire n'est pas en mesure de proposer une personne satisfaisante, le marché peut être résilié sans indemnité, après mise en demeure.

Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

En cas de changement de l'interlocuteur unique, d'un membre de l'équipe ou de modification d'organisation, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins une semaine avant la prise d'effet de la modification (sauf exception dûment motivée par le titulaire et considérée comme valable par AMU). Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que la nouvelle organisation.

En cas de remplacement, il doit présenter au pouvoir adjudicateur un collaborateur avec un profil équivalent conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le titulaire assure la formation du remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation. Le titulaire prend aussi toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment la nouvelle équipe doit respecter les engagements pris par l'équipe précédente en termes de planning ou de date de réunion, d'intervention à venir.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et/ou si cette incapacité entraînait un retard dans la réalisation des prestations, des pénalités de retard pourront être appliquées pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute conformément aux articles du présent document sur les pénalités et la résiliation.

Réfutation d'un intervenant par AMU

AMU se réserve la possibilité de demander au cours du marché (sur justification motivée et par courrier recommandé avec accusé de réception), le remplacement de tout ou partie de l'équipe du titulaire en cas de carence manifeste dans l'exécution des prestations ou dans le cas où les compétences d'un ou plusieurs membres de l'équipe ne correspondraient pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le titulaire fournira alors au pouvoir adjudicateur un remplaçant, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe ci-dessus. Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de la notification écrite adressée au titulaire (sauf exception dûment motivée par le titulaire et considérée comme valable par AMU).

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et/ou si cette incapacité entraînait un retard dans la réalisation des prestations, des pénalités de retard pourront être appliquées pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute conformément aux articles du présent document sur les pénalités et la résiliation.

6 OBLIGATION GENERALE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit respecter les conditions d'exécution inscrites au présent CCP.

Responsabilité :

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire du lot concerné est tenu de respecter les exigences prévues dans les documents contractuels régissant le marché (délai, coût, qualité...). À cet effet, AMU se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution des prestations attendues.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants. Le titulaire est le seul responsable de la bonne exécution du marché. Les personnels et sous-traitants affectés par le titulaire à l'exécution des prestations objet

du présent marché demeurent en toutes circonstances, placés sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'administration.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de difficultés ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire avise dans les plus brefs délais le service concerné d'AMU par un courrier motivé expliquant la nature de ces difficultés ou encore les raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire

Le titulaire, son personnel (le cas échéant ses sous-traitants) qui ont accès aux locaux de l'administration sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde. À ce titre, il s'engage, notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant de l'administration et communiquer à celle-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ; (notamment le titulaire informera périodiquement AMU sur les évolutions technologiques des produits)

- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;

- demander à AMU toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Conformément à l'art. 222-33 du Code pénal, le titulaire et ses sous-traitants devront avoir une attitude respectueuse de la dignité des personnels et usagers des ERP fréquentés

■ Confidentialité

Se reporter à l'article 5 du CCAG TIC.

7 VERIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS

Généralités :

Le titulaire exécute les prestations concernées **dans les délais** fixés par les documents contractuels. **La vérification des prestations** a pour objet de valider la quantité et la qualité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis.

La validation des prestations se fera par une décision de la DDPI ou un service fait selon les modalités du présent CCP. Ces opérations seront effectuées par le chef de projet de la DDPI en charge du dossier, habilité en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI.

La réception, ajournement, réfaction et rejet d'une prestation ou d'une phase se font en application du CCAG-PI.

En cas de non validation des prestations, l'administration transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai fixé par le PA, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

Modalités de vérification :

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application du CCAG PI.

Le délai de vérification **court à compter** de la date de livraison des prestations concernées au PA. L'administration dispose à compter de la livraison du délai de deux mois indiqué dans le CCAG pour vérifier celles-ci.

L'absence de réponse de l'administration dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite.

8 PRIX

Forme et contenu des prix

Les lots sont conclus à prix :

☒ Forfaitaires.

Les montants des prestations sont mentionnés pour chaque lot dans la DPGF (annexe 1 de l'acte d'engagement). Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux déplacements, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo figurant à l'Acte d'Engagement.

Le paiement du marché est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la mission. Le prestataire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la prestation.

Nature des prix

☒ Les prix sont révisibles. Dans ce cas, les prix sont révisés comme indiqué ci-dessous.

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois **n** est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

Dans laquelle **I_o** et **I_n** sont les dernières valeurs connues prises par l'index ING respectivement au mois zéro et au mois au cours duquel chacun des règlements est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

En cas de modification ou de suppression de tout ou partie des indices, les nouveaux indices pris en compte seront modifiés conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

9 Modalités de règlement

Rémunération de la prestation

La rémunération du titulaire sera calculée en appliquant les prix de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le règlement des sommes dues seront payées par acompte sur présentation des factures par le titulaire dans les conditions définies ci-après. Les factures sont relatives à des prestations acceptées par l'Université.

☒ Les paiements s'effectueront **par acompte** sur présentation de facture(s) du titulaire.

Phase	Éléments de mission	Montant de l'élément de mission
DIALOGUE - ETUDES	1. APS	100% du poste correspondant de la DPGF
	2. APD	100% du poste correspondant de la DPGF
	3. PRO	100% du poste correspondant de la DPGF
	4. PGCSPS	100% du poste correspondant de la DPGF
	Etablissement du registre Journal partiel	Pour mémoire
	Etablissement du DIUO dossier 'intervention ultérieure sur l'ouvrage partiel	Pour mémoire
TRAVAUX	5. Suivi des travaux	Payé par acompte mensuel ou trimestriel, au prorata temporis de l'avancement des travaux
	6. Réception des travaux TF - Etablissement du DIUO complet	100% du poste correspondant de la DPGF

Solde : Après constatation de l'achèvement de sa mission, le prestataire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'une facture.

Facturation

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doit figurer, outre les mentions légales, **impérativement les indications suivantes :**

- La date et le numéro de la facture
- Les nom et adresse du titulaire et son numéro SIRET
- Le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'AE
- La nature des prestations facturées
- Le numéro de commande relatif au marché (commençant par 45)
- Le montant total hors TVA de la facture en €
- Le taux et le montant de la TVA en €
- Le montant de la facture TTC en €

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

Les factures devront être établies en 1 exemplaire, daté et libellé au nom de l'Université d'Aix Marseille et envoyées (ou déposées) à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Université d'Aix Marseille
Service Facturier Bâtiment**

Délai global de paiement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le délai global de paiement sur lequel s'engage le pouvoir adjudicateur est de **30 jours**.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées (après « service fait »), conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28/01/13 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29/03/13 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture, si la livraison/prestation a été effectuée avant cette date. Si la prestation intervient après réception de la facture, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Modalité de financement : Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées sur fonds CPER.

Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance de 5% est versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-3, R2191-5 et R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique

Conditions de versement de l'avance et modalités de remboursement de l'avance R2191-11 à R2191-12 du Code de la Commande Publique :

Dans le cas d'un marché simple à prix forfaitaire ou d'un marché à tranche, une avance est versée au titulaire lorsque le montant initial du marché (ou de la tranche affermie) est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution des marchés au titre desquels est accordée cette avance (soit à compter de la notification du marché/de la tranche affermie ou de l'OS de démarrage).

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché.

10 PÉNALITÉS

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par écrit.

Les pénalités seront directement imputées le cas échéant sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard par rapport aux délais de remise des prestations, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard figure dans le tableau suivant, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée, et sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

En cas de difficultés dans l'exécution des prestations, le titulaire en avertit le service concerné d'AMU dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant la nature de ces difficultés.

Le tableau ci-après fixe les pénalités applicables par le maître d'ouvrage au coordonnateur SPS pour cette opération en cas de retard pour la fourniture des documents suivants :

Retards pour la fourniture des documents	Montants pénalités H.T. (par jour calendaire)
1. Rapport sur dossier APS	100 Euros
2. Rapport sur dossier APD	100 Euros
3. Rapport sur dossier PROJET	100 Euros
4. Fourniture du PGCSPP	100 Euros
5. Avis sur les documents fournis par les entreprises (en phase travaux de l'opération)	50 Euros (applicables par documents manquants)
6. D.I.U.O. complet	100 Euros

NOTA : la TVA n'est pas applicable sur les pénalités. Les pénalités calculées selon les montants figurant ci-dessus seront déduites du montant TTC de l'acompte.

Autres pénalités

Absence aux réunions de chantier, non réalisation des visites de chantier :

Pour toute absence non excusée à une des réunions mentionnées dans le contenu des missions, l'entreprise aura une pénalité d'absence de **200 € HT**.

Une absence peut être excusée si le Maître d'ouvrage est prévenu **au moins 48 heures** à l'avance et que le motif est jugé acceptable par le maître d'ouvrage.

La non-réalisation de visite de chantier suivant la périodicité prévue sera traitée de la même façon.

Pénalités de lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Exécution des prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire défaillant

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, les responsables des commandes pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

En cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du marché à ses torts (sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le pouvoir adjudicateur), le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies

et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11 DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION

Assurances

Le titulaire est responsable de tous les risques de responsabilité civile qu'il pourrait causer pendant la durée d'exécution du marché. Il doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers.

Dans un délai de **quinze jours** (15) à compter de la notification du marché avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable :

- D'une assurance de responsabilité civile générale couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion de l'exécution de son marché, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants, à raison de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, causés à des tiers, y compris au maître d'ouvrage, les intervenants étant considérés comme tiers entre eux,
- Pour le contrôleur technique uniquement (lot 1), d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil. Les garanties souscrites devront être suffisante et adaptées à l'importance de l'opération.

Les attestations d'assurance délivrées doivent être conformes aux points suivants :

- Les attestations d'assurance sont délivrées par la compagnie d'assurance,
- Sont indiqués le nom de l'assureur, son adresse, le numéro du contrat,
- La date de validité du contrat figure sur l'attestation et la mention « prime acquittée » est inscrite,
- Les activités assurées sont spécifiées et l'opération de construction, à laquelle participe l'entreprise, est nommément visée avec le montant total de l'opération,
- L'assureur indique renoncer à la règle proportionnelle de capitaux ; il mentionne les montants assurés par sinistre, en responsabilité civile décennale, en responsabilité civile pendant les travaux et après livraison, les franchises, ainsi que le montant maximum du coût total de la construction auquel l'entreprise peut participer,
- Le contrat de responsabilité civile décennale doit être géré en capitalisation.

Si, le titulaire n'apporte pas ces justificatifs après une relance écrite du maître d'ouvrage, le marché est résilié à ses frais et risques.

Le titulaire est tenu de fournir dans les mêmes conditions, pendant toute la durée d'exécution du marché, de nouvelles attestations dès que la période couverte est achevée.

En cas d'insuffisance de garantie, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'intervenant la souscription d'une assurance complémentaire, ou de souscrire cette assurance pour son compte. Dans cette hypothèse, la cotisation correspondante sera réglée par le Maître d'ouvrage et déduite du montant du marché.

Justificatifs sociaux

En application de l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique le titulaire (de chaque lot) produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Modifications relatives au titulaire du marché

Le titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, à l'université tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (changement de dénomination sociale, fusion, absorption...) y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

En cas de changement de dénomination sociale du titulaire :

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer AMU par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais ainsi qu'un RIB le cas échéant.

En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire :

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable d'AMU et constatées de manière expresse par le

pouvoir adjudicateur (modification prévue à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, acte spécial signé).

Le titulaire doit en informer AMU dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements qui seront demandés par l'administration, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé, notamment : copie de l'annonce légale, pouvoir de la personne habilitée à engager la société, RIB, extrait Kbis, attestations fiscales et sociales, attestation sur l'honneur signée indiquant que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner, justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel à la concurrence relatif au marché, etc.

12 ARTICLE 13 : CO-TRAITANCE ET SOUS TRAITANCE

Sous-traitance :

Généralité : Si le titulaire envisage de confier au cours du marché l'exécution de certaines prestations à un ou à plusieurs sous-traitants, celui-ci doit obtenir préalablement à toute intervention du sous-traitant, **l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement** par le pouvoir adjudicateur (utilisation recommandée du formulaire **DC4 « Déclaration de sous-traitance »**).

La déclaration de sous-traitance sera signée par la personne **habilitée à engager le titulaire**. Elle sera accompagnée de **documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières de la société** présentée pour la réalisation des prestations sous-traitée (comme par exemple une liste de référence, des certificats de capacités professionnelle, le chiffre d'affaires global annuel, les moyens humains, techniques ou matériels, etc.). L'ensemble des éléments nécessaires à remettre à l'appui de la demande de sous-traitance sont mentionnés à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire présentant un sous-traitant pendant l'exécution du marché, envoie la Déclaration de sous-traitance en originale ainsi que l'ensemble des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès de l'administration contre récépissé à l'adresse suivante :

**Aix-Marseille Université
Direction de la commande publique – PMP
58, bd Charles Livon
13284 Marseille Cedex 07**

Une copie de la déclaration de sous-traitance signée (DC4) et des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant est envoyée parallèlement par courrier électronique :

à **Mr. Emilien ROUSSET** : emilien.rousset@univ-amu.fr et Mme Nathalie Agius
nathalie.agius@univ-amu.fr

La sous-traitance est prévue conformément aux dispositions des articles R2193-3 à R2193-122 du Code de la Commande Publique. **La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.**

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

Modalités de paiement direct :

Si le sous-traitant remplit les conditions mentionnées à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de la preuve que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Remarque : lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 10.3 du CCAP. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Cette demande de paiement devra comporter :

- Les noms du titulaire et du sous-traitant,
- Les références de l'acte spécial : n°, montant TTC, taux de T.V.A., prestations sous-traitées,
- Mois des prestations sous-traitées,
- Numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial).
- Le montant TTC à régler directement, le taux de la TVA appliqué à ce montant, le taux de variation de prix inclus dans ce montant.

Cotraitance :

Si l'opérateur économique s'est présenté sous la forme du **groupement conjoint**, le mandataire est **solidaire**.

Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

13 RESILIATION DU MARCHE

Résiliation

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification. Le pouvoir adjudicateur peut décider d'arrêter l'exécution de la prestation à la fin de chacune des phases. Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité.

Résiliation pour faute

Le marché pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire par lettre (LRAR ou via la plate-forme PLACE). Cette lettre a valeur de mise en demeure.

Le titulaire dispose du délai indiqué dans la lettre pour exécuter les prestations demandées/ mettre fin au manquement et présenter ses observations.

Passé ce délai si la mise en demeure est restée infructueuse, ou dans le cas où l'administration constate à nouveau que malgré celle-ci le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire par lettre (LRAR ou PLACE).

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et L. 2341-5, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. L'acheteur peut alors résilier le marché.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

14 DIFFERENDS ET LITIGES

Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de

Règlement Amiable pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées au chapitre VII « Règlement alternatifs des différents » de la partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Coordonnées du Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales

Place Félix-Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Secrétariat du comité : Catherine PIETRI

Courriel: catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr /Tél. : 04.84.35.45.54 /Fax : 04.84.35.44.60

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

AMU et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Coordonnées du Tribunal Administratif de Marseille :

22, 24 rue Breteuil, 13006 Marseille

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone : 04 91 13 48 13 / Télécopie : 04 91 81 13 87 / 89

15 DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 27 du CCAG-PI.

L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

La Ciotat, le 28 mai 2024

UNIVERSITE AIX MARSEILLE
58, Boulevard Charles Livron
13007 Marseille

A l'attention de M. ROUSSET

AFFAIRE : Construction du bâtiment PARAMED sur le site universitaire du Campus Nord de la Faculté de Médecine

Adresse du chantier : 51 Boulevard Dramard 13015 Marseille

MISSION de Coordination SPS (Conception/Réalisation) – Niveau 1

Nos réf. : SPS 24 049

Monsieur,

Suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous communiquer notre proposition pour l'affaire citée en référence.

MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Suivi de chantier

Honoraires 32 200,00 € HT

BASE DE CALCUL DE LA PROPOSITION

- Montant des travaux : 20 000 000,00 €
- Durée des travaux : 24 mois

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le signataire reconnaît avoir pris connaissance des [conditions générales de vente](#) et des [modalités spéciales d'intervention](#) correspondant aux missions proposées qui sont mises à disposition sur le site d'ANCO <http://www.anco.pro>.

La signature de la présente proposition ou l'émission d'un bon de commande y faisant référence vaut acceptation de contrat.

Bon pour accord
Date, signature et cachet

Le responsable agence
Jean-Louis TALAGRAND

